

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Service de l'ENVIRONNEMENT

1er Bureau

ROUEN, le 20/09/78

- A R R Ê T É -

Le PREFET de la REGION de HAUTE-NORMANDIE

PREFET de la SEINE-MARITIME

OFFICIER de la LEGION d'HONNEUR,

V U :

La demande en date du 29 Septembre 1976 par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est 8-10 avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, sollicite l'autorisation de procéder à des extensions et des modifications dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle.

Les plans et autres documents joints à cette demande,

La loi du 19 juillet 1976 sur les Installations Classées pour la protection de l'Environnement,

Les décrets n°s 77.1133 et 77.1134 pris pour l'application de la loi précitée,

L'arrêté préfectoral du 30 mars 1977 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de I mois du 12 avril 1977 au 11 mai 1977 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. LEFRANÇOIS Charles comme Commissaire-enquêteur, et prescrivant l'affichage dudit arrêté tant à la Mairie de SANDOUVILLE que dans les communes situées dans un rayon d'un kilomètre de l'établissement.

Les certificats des maires des communes constatant que cette publicité a été effectuée,

Le Procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le Commissaire-Enquêteur,

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement,
(Urbanisme Opérationnel et Construction)

.../...

L'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale,

L'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre,

L'avis de M. l'Inspecteur Départemental des services d'Incendie et de Secours,

La Délibération du Conseil Municipal de SANDOUVILLE en date du 29 avril 1977,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 septembre 1977,

La délibération du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 13 juin 1978,

Les notifications faites au demandeur les 5 juin 1978 et 10 août 1978,

A R R E T E :

ARTICLE Ier : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est 8-10 avenue Emile Zola, à BOULOGNE-BILLANCOURT, est autorisée à procéder, dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle, à l'installation et à l'exploitation :

- d'un atelier de traitement de surface (bâtiment C)
- d'un dépôt de gaz combustible liquéfié (bâtiment E)
- d'un garage de véhicules automobiles (bâtiment F)

à l'extension :

- de l'atelier de tôlerie (bâtiment B)
- mixte
- du dépôt de liquides inflammables et du stockage de peinture et diluants (bâtiment F)
- du dépôt de liquides inflammables de la 2ème catégorie et de fuel lourd (bâtiment G).
- du dépôt de liquides inflammables de la 1ère catégorie de l'atelier de peinture (bâtiment C).

.../...

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions suivantes :

I - AUTORISATION :

Ces activités sont visées comme suit dans la nomenclature des Installations Classées :

- N° 288 : Traitement chimique des métaux

Activité soumise à autorisation

Inconvénients : danger d'explosion, bruit, émanations nuisibles, altération des eaux.

- N° 2II B 2°b : Dépôt de gaz combustibles liquéfiés

Activité soumise à déclaration

Inconvénients : danger d'incendie et d'explosion.

- N° 206 B I° : Atelier d'entretien et de réparation mécanique

Activité soumise à déclaration

Inconvénients : danger d'incendie, odeurs, émanations nuisibles accidentelles, bruits, altération accidentelle des eaux.

- N° II9 I° - Tôlerie - chaudronnerie

Activité soumise à autorisation

Inconvénients : bruit, trépidations, fumées.

- N° 254 A 2°a : Dépôt de liquides inflammables de la Ière catégorie.

Activité soumise à autorisation

Inconvénients : danger d'incendie, altération accidentelle des eaux.

- N° 202 bis : Dépôt de fuel lourd.

Activité soumise à autorisation

Inconvénients : danger d'incendie, altération accidentelle des eaux.

II - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

II I) - Caractéristiques de l'installation

Les Installations autorisées consistent en :

- l'extension dans le bâtiment B de l'atelier de tôlerie
- la modification d'un dépôt de liquides inflammables de la Ière catégorie dans l'atelier de dilution de peinture du bâtiment C - le dépôt est porté à 150 m3.
- l'implantation d'un container de 5 tonnes de gaz combustible liquéfié (propane) pour le restaurant-bâtiment E.

.../...

- la modification du dépôt de liquides inflammables-bâtiment F qui se composera comme suit :

- gas oil 50m3 (30 m3 + 20 m3)
- essence 115 m3 (4 x 25 m3 + 15 m3)
- Solvant 135 m3 (3 x 15 m3 + 2 x 25 m3 + 40 m3)
- Trichloréthylène 15 m3
- Pétrole 5 000 litres.

et 320 m3 de peintures et diluants en fûts de 200 litres.

- l'implantation d'un garage d'entretien et de réparation de véhicules automobiles d'une superficie supérieure à 5 000 m2.

- l'adjonction - bâtiment G

- une citerne de gasoil de 10 m3
- une citerne de fuel lourd de 1 040 m3

- l'exploitation d'un atelier de traitement de surface (passivation chromique - phosphatation) dont le volume des cuves est supérieur à 1 500 litres.

II 2) - Conformité aux plans et données techniques

Les installations seront disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande. Tout projet de modification de ces plans ou des caractéristiques des installations devra faire avant réalisation, l'objet d'une demande au Préfet.

II 3) - Règlementations particulières

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté les textes suivants sont applicables aux installations :

- Instruction du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires

- Instruction du 4 juillet 1972 relative aux règles d'aménagement et d'exploitation des ateliers de traitements de surface (titre I et III).

- Arrêté des 9 novembre 1972 et 19 novembre 1975 relatives aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides.

- Instruction du 21 juin 1976 relative aux bruits des Installations Classées.

Les prescriptions des arrêtés types :
numéros 288 - 211 - 206 - 119 - 254 et 202 bis visant les activités mentionnées en I -, sont applicables.

III - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

III I) - Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Les effluents rejetés par l'établissement de façon permanente ou occasionnelle, devront jusqu'à la définition des critères de qualité résultant de l'étude sur pilote visée ci-après, présenter les caractéristiques suivantes :

Température \leq 30° C

- PH compris entre 5,5 et 8,5
- matières en suspension \leq 30 mg/l
- DBO 5 \leq 40 mg/l
- DCO \leq 120 mg/l
- Azote Total \leq 15 mg/l exprimés en NH_4
- Hydrocarbures \leq 20 mg/l (norme AFNOR T 90 203)
- Phénols et composés cycliques hydroxylés \leq 0,05 mg/l
- Plomb \leq 1mg/l
- Chrome III \leq 2mg/l
- Chrome hexavalent \leq 0,05 mg/l
- Cuivre \leq 1 mg/l
- zinc \leq 2 mg/l
- nickel \leq 2 mg/l
- fer \leq 6 mg/l
- cadmium \leq 1 mg/l

La somme totale de concentration en métaux ne devra pas dépasser 15 mg/l.

.../...

III 2) - Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux, en particulier et jusqu'à mise en place de la station de traitement des effluents, les baignoires de soudage usées et les baignoires usées de l'installation de traitement de surface seront expédiées systématiquement dans un centre de traitement.

Le bain de passivation chronique des accessoires pourra continuer à être rejeté sur place après réduction du chrome hexavalent.

III 3) - Programme et étude en vue de réduire la pollution

Le traitement de l'ensemble des effluents (traitement de surface, cabines de peinture ...) sera opérationnel au 1er Janvier 1980.

L'échéancier de réalisation suivant sera respecté :

- au 31 Décembre 1978 : Collecte par réseau séparatif des différents types d'effluents
- au 31 mars 1979 : Fin des essais de traitement des effluents sur pilote à l'exclusion des eaux de cabines de peintures pour lesquelles l'étude est déjà réalisée.

L'établissement respectera au 1er janvier 1980 la circulaire du 4 juillet 1972 relative aux installations de traitement de surface.

A l'issue des essais sur pilote et au plus tard le 30 juin 1979, les normes de qualités et les flux polluants à respecter pour les effluents liquides des usines de SANDOUVILLE pour la Régie Nationale des Usines RENAULT seront déterminées.

III 4) - Débits

Les débits des rejets RI - R2 - R3 et R4 ne devront pas dépasser :

	RI	R2	R3	R4
Instantané	240 m ³ /h	350 m ³ /h	50 m ³ /h	170 m ³ /h
Moyen sur 2 h	220 m ³ /h	320 m ³ /h	45 m ³ /h	150 m ³ /h
Moyen sur 24 h	150 m ³ /h	200 m ³ /h	30 m ³ /h	110 m ³ /h

Aucune prescription sur les débits R5 - R6 et R7 n'est imposée, ces rejets étant essentiellement constitués d'eaux pluviales.

III 5) - Flux

Les rejets R5 - R6 et R7 seront réservés aux eaux sanitaires et pluviales à l'exclusion de toute autre effluent et ne devront en conséquence apporter aucune pollution notable.

Les flux de pollution à ne pas dépasser en kg pour les périodes de 2 heures et de 24 heures seront les suivants :

	2 heures				24 heures			
	R1	R2	R3	R4	R1	R2	R3	R4
MES	10,8	14,4	2,16	7,92	108	144	21,6	79,2
DBO 5	14,4	19,2	2,38	10,56	144	192	28,8	105,6
DCO	43,2	57,6	8,64	31,68	432	576	86,4	316,8
Hydrocarbures	7,2	9,6	1,44	5,28	72	96	14,4	52,8
Phénols	0,018	0,024	0,0036	0,0132	0,18	0,24	0,036	0,132
Plomb	0,36	0,48	0,072	0,264	3,6	4,8	0,72	2,64
Chrome VI	0,018	0,024	0,0036	0,0132	0,18	0,24	0,036	0,132
Chrome III	0,72	0,96	0,144	0,528	7,2	9,6	1,44	5,28
Cuivre	0,36	0,48	0,072	0,264	3,6	4,8	0,72	2,64
Zinc	0,72	0,96	0,144	0,528	7,2	9,6	1,44	5,28
Nickel	0,72	0,96	0,144	0,528	7,2	9,6	1,44	5,28
Fer	2,16	2,88	0,432	0,1584	21,6	28,8	4,32	15,84
Cadmium	0,36	0,48	0,072	0,264	3,6	4,8	0,72	2,64
Total métaux	5,4	7,2	1,8	3,96	54	72	10,8	39,6

III₆) Règles d'exploitation

L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets d'eaux de toute origine. Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Analyses et mesures

Les ouvrages d'évacuation des eaux devront être en nombre aussi limité que possible et comporter les dispositifs nécessaires à l'exécution des prélèvements. Ils devront en outre comporter un débitmètre enregistreur. Les enregistrements, soigneusement répertoriés et datés, seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée de deux ans.

IV. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

IV₁) Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et des monuments est interdite.

IV₂) Mesures

Des mesures continues, périodiques ou occasionnelles des teneurs en poussière et produits polluants gazeux à l'émission ou dans l'air autour de l'établissement pourront être effectuées à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

V. PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

VI) Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

V₂) Règles de construction

Les matériaux de construction présenteront les caractéristiques définies par le décret n° 571 161 du 17 octobre 1957 et des textes pris pour son application.

.../...

V.3) - Règles d'aménagement

Pour le local de dépôtage de solvant - Bâtiment F - et de dilution de peinture - Bâtiment C - le matériel électrique sera du type utilisable en atmosphère explosif conformément aux dispositions du décret n° 60 295 du 28 mars 1960 et des textes pris pour son application.

Des rapports de contrôle seront établis et devront être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées à sa demande.

V.4) - Dispositifs de lutte contre l'incendie

Un réseau d'eau suffisant devra permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, spincklers en rapport avec l'importance des installations. Les prises d'eaux seront armées et feront l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais seront consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Ces installations seront complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

V.5) - Règles d'exploitation

Des consignes affichées prévoiront :

- les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie.
- l'exécution des rondes de surveillance.
- la conduite à tenir en cas de sinistre. Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

VI. PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

VI.1) - L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes lui sont applicables.

VI.2) - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

VI3)- L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

VI4)- Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau et au plan ci-joints qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Point	Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB(A)		
			jour	Période intermédiaire	nuir
1	voir plan	zone industrielle	70	65	60
2	voir plan	zone industrielle	70	65	60
3	voir plan	zone industrielle	70	65	60
4	voir plan	zone industrielle	70	65	60
5	voir plan	zone industrielle	70	65	60
6	voir plan	zone industrielle	70	65	60
7	voir plan	zone industrielle	70	65	60
8	voir plan	zone industrielle	70	65	60

VI5) - L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

VII ELIMINATION DES DECHETS

VII₁) - Principes généraux

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement seront éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influence néfaste sur le sol, la flore et la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou de l'eau, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages et plus généralement qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

VII₂) - Contrôle de la production de déchets

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront portées les quantités de déchets produits au fur et à mesure de leur apparition et la destination qui leur aura été donnée.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Dans le cas où l'exploitant procédera lui-même à l'élimination des déchets, il devra obtenir au préalable l'accord de l'autorité préfectorale.

Un extrait de ce cahier sur lequel on aura par ailleurs noté le nom du transporteur et la date du transport sera communiqué chaque mois à l'Ingénieur en Chef des Mines chargé du Service Installations Classées.

La Régie pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux Chapitres I et II du Titre II du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la Sécurité des Travailleurs,
- b) au décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) au décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

.../...

ARTICLE 3 : Si l'implantation des installations et l'extension de cet établissement nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

ARTICLE 4 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail, de l'Inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue indépendamment des condamnations à prononcer par les Tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si les nouvelles constructions ne sont pas installées dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou si elles ne sont pas exploitées pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service interdépartemental de l'Industrie et des Mines de Haute-Normandie, MM. les Inspecteurs des Installations Classées, M. le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'oeuvre, MM. les Inspecteurs du Travail, M. l'Inspecteur départemental des Services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la Mairie de SANDOUVILLE, pendant un délai minimum d'un mois. En vue de l'information du public, un avis sera également inséré aux frais de la Régie intéressée dans deux journaux d'annonces légales du Département.



ROUEN, le 20 Septembre 1978

Pour ampliation,
Le Chef du Service de
l'Environnement,

Barbotin

M. BARBOTIN.

Le PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, chargé de Mission

G. LAFERRIERE

CANAL DE TANCARVILLE



